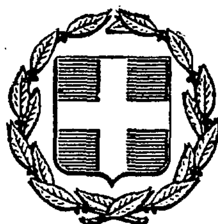


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 18 ΙΟΥΛΙΟΥ 1986 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 106

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1636

Κύρωση Σύμβασης για τη φυσική προστασία του πυρηνικού υλικού.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Σύμβαση για τη φυσική προστασία του πυρηνικού υλικού που υπογράφτηκε στη Βιέννη στις 3 Μαρτίου 1980 της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής :

CONVENTION SUR LA PROTECTION PHYSIQUE DES MATIERES NUCLEAIRES

LES ETATS PARTIES, A LA PRESENTE CONVENTION,

RECONNAISSANT le droit de tous les Etats à développer les applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et leur intérêt légitime pour les avantages qui peuvent en découler.

CONVAINCUS de la nécessité de faciliter la coopération internationale pour les applications pacifiques de l'énergie nucléaire,

DESIREUX d'écarter les risques qui pourraient découler de l'obtention et de l'usage illicites de matières nucléaires,

CONVAINCUS que les infractions relatives aux matières nucléaires sont un objet de grave préoccupation et qu'il est urgent de prendre des mesures appropriées et efficaces pour assurer la prévention, la découverte et la répression de ces infractions,

CONSCIENTS DE LA NECESSITE d'une coopération internationale en vue d'arrêter, conformément à la législation nationale de chaque Etat partie et à la présente Convention, des mesures efficaces pour assurer la protection physique des matières nucléaires,

CONVAINCUS que la présente Convention devrait faciliter le transfert en toute sécurité de matières nucléaires,

SOULIGNANT également l'importance que présente la protection physique des matières nucléaires en cours d'utilisation, de stockage et de transport sur le territoire national,

RECONNAISSANT l'importance d'assurer une protection physique efficace des matières nucléaires utilisées à des fins militaires, et étant entendu que lesdites matières font et continueront à faire l'objet d'une protection physique rigoureuse,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

Article premier

Aux fins de la présente Convention :

a) Par «matières nucléaires», il faut entendre le plutonium à l'exception du plutonium dont le concentration isotopique en plutonium 238 dépasse 80%, l'uranium 233, l'uranium-enrichi en uranium 235 ou 233, l'uranium contenant le mélange d'isotopes qui se trouve dans la nature autrement que sous forme de minerai ou de résidu de minerai, et toute matière contenant un ou plusieurs des éléments ou isotopes ci-dessus;

b) Par «uranium enrichi en uranium 235 ou 233», il faut entendre l'uranium contenant soit de l'uranium 235, soit de l'uranium 233, soit ces deux isotopes, en quantité telle que le rapport entre la somme de ces deux isotopes et l'isotope 238 soit supérieur au rapport entre l'isotope 235 et l'isotope 238 dans l'uranium naturel;

c) Par «transport nucléaire international», il faut entendre le transport de matières nucléaires conditionnées en vue d'un envoi par tout moyen de transport lorsqu'il doit franchir les frontières de l'Etat sur le territoire duquel il a son origine, à compter de son départ d'une installation de l'expéditeur dans cet Etat et jusqu'à son arrivée dans une installation du destinataire sur le territoire de l'Etat de destination finale.

Article 2

1. La présente Convention s'applique aux matières nucléaires employées à des fins pacifiques en cours de transport international.

2. A l'exception des articles 3, 4 et du paragraphe 3 de l'article 5, la présente Convention s'applique également aux matières nucléaires employées à des fins pacifiques en cours d' utilisation, de stockage et de transport sur le sur le territoire national.

3. Indépendamment des engagements expressément contractés par les Etats parties dans les articles visés au paragraphe 2 en ce qui concerne les matières nucléaires employées à des fins pacifiques en cours d'utilisation, de stockage et de transport sur le territoire national rien dans la présente Convention ne doit être interprété comme limitant les droits souverains d'un Etat relatifs à l'utilisation, au stockage et au transport desdites matières nucléaires sur le territoire national.

Article 3

Chaque Etat partie prend les dispositions nécessaires conformément à sa législation nationale et au droit international pour que, dans toute la mesure possible, pendant un transport nucléaire international, les matières nucléaires se trouvant sur son territoire ou à bord d'un navire ou d'un aéronef relevant de sa compétence, dans la mesure où ledit navire ou aéronef participe au transport à destination ou en provenance dudit Etat, soient protégées selon les niveaux énoncés à l'annexe I.

Article 4

1. Chaque Etat partie n'exporte des matières nucléaires ou n'en autorise l'exportation que s'il a reçu l'assurance que lesdites matières seront protégées pendant le transport nucléaire international conformément aux niveaux énoncés à l'annexe I.

2. Chaque Etat partie n'importe des matières nucléaires ou n'en autorise l'importation en provenance d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention que s'il a reçu l'assurance que lesdites matières seront protégées pendant le transport nucléaire international conformément aux niveaux énoncés à l'annexe I.

3. Un Etat partie n'autorise sur son territoire le transit de matières nucléaires entre des Etats non parties à la présente Convention par les voies terrestres ou par les voies navigables ou dans ses aéroports ou ports maritimes que s'il a, dans toute la mesure possible, reçu l'assurance que lesqudites matières seront protégées en cours de transport international conformément aux niveaux énoncés à l'annexe I.

4. Chaque Etat partie applique conformément à sa législation nationale les niveaux de protection physique énoncés à l'annexe I aux matières nucléaires transportés d'une partie dudit Etat dans une autre partie du même Etat et empruntant les eaux internationales ou l' espace aérien international.

5. L'Etat partie tenu d'obtenir l'assurance que les matières nucléaires seront protégées selon les niveaux énoncés à l'annexe I conformément aux paragraphes 1 à 3 ci-dessus détermine et avise préalablement les Etats par lesquels lesdites matières transiteront par les voies terrestres ou les voies navigables et ceux dans les aéroports ou ports maritimes desquels sont prévues des escales.

6. La responsabilité d'obtenir l'assurance visée au paragraphe 1 peut être transmise par consentement mutuel à l'Etat partie qui participe au transport en tant qu'Etat importateur.

7. Rien dans le présent article ne doit être interprété comme affectant d'une manière quelconque la souveraineté et la juridiction territoriales d'un Etat, notamment sur l'espace aérien et la mer territriale dudit Etat.

Article 5

1. Les Etats parties désignent et s'indiquent mutuellement, directement ou par l'intermédiaire de l' Agence internationale de l'énergie atomique, leurs services centraux et les correspondants qui sont chargés d'assurer la protection physique des matières nucléaires et de coordonner les opérations de récupération et d'intervention en cas d'enlèvement, d'emploi ou d' altération illicite de matières nucléaires, ou en cas de menace vraisemblable de l'un de ces actes.

2. En cas de vol, de vol qualifié ou de toute autre obtention illicite de matières nucléaires, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, les Etats parties apportent leur coopération et leur aide dans toute la mesure possible, conformément à leur législation nationale, pour la récupération et la protection desdites matières, à tout Etat qui en fait la demande. En particulier :

a) Un Etat partie prend les dispositions nécessaires pour informer aussitôt que possible les autres Etats qui lui semblent intéressés de tout vol, vol qualifié ou autre obtention illicite de matières nucléaires, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, et pour informer, le cas échéant, les organisations internationales;

b) En tant que de besoin, les Etats parties intéressés échangent des renseignements entre eux ou avec des organisations internationales afin de protéger les matières nucléaires menacées, de vérifier l'intégrité des conteneurs d'expédition ou de récupérer les matières nucléaires illicitement enlevées: ils :

i) coordonnent leurs efforts par la voie diplomatique et par d'autres moyens prévus d'un commun accord;

ii) se prêtent assistance si la demande en est faite;

iii) assurent la restitution des matières nucléaires volées ou manquantes, à la suite des événements ci-dessus mentionnés.

Les modalités concrètes de cette coopération son arrêtées par les Etats parties intéressés.

3. Les Etats parties coopérent et se consultent, en tant que de bessoin, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales, en vue d'obtenir des avis sur la conception, l'entretien et l'amélioration des systèmes de proctection physique des matières nucléaires en cours de transport international.

Article 6

1. Les Etats parties prennent les mesures appropriées compatibles avec leur législation nationale pour protéger le caractère confidentiel de tout renseignement qu'ils reçoivent à titre confidentiel en vertu des dispositions de cette Convention d'un autre Etat partie ou à l'occasion de leur participation à une activité exécutée en application de cette Convention. Lorsque des Etats parties communiquent confidentiellement des renseignements à des organisations internationales, des mesures sont prises pour assurer la protection du caractère confidentiel de ces renseignements.

2. En vertu de la présente Convention, les Etats parties ne sont pas tenus de fournir des renseignements que leur législation nationale ne permet pas de communiquer ou qui compromettraient leur sécurité nationale ou la protection physique des matières nucléaires.

Article 7

1. Le fait de commetre intentionnellement l'un des actes suivants :

a) Le recel, la détention, l'utilisation, la cession, l'alteration, l'aliénation ou la dispersion de matières nucléaires, sans y être habilité, et entraînant ou pouvant entraîner la mort ou des blessures graves pour autrui ou des dommages considérables pour les biens;

b) Le vol simple ou le vol qualifié de matières nucléaires;

c) Le détournement ou toute autre appropriation indue de matières nucléaires;

d) Le fait d'exiger des matières nucléaires par la menace, le recours à la force ou par toute autre forme d'intimidation;

e) La menace :

i) d'utiliser des matières nucléaires pour tuer ou blesser grièvement autrui ou causer des dommages considérables aux biens:

ii) de commettre une des infractions décrites à l' alinéa b) afin de contraindre une personne physique ou morale, une organisation internationale ou un Etat à faire ou à s'abstenir de faire un acte;

f) La tentative de commettre l'une des infractions décrites aux alinéas a), b) ou c):

g) La participation à l'une des infractions décrites aux alinéas a) à f)

est considéré par tout Etat partie comme une infraction punissable en vertu de son droit national.

2. Tout Etat partie prevues applique aux infractions dans le présent article des peines appropriées, proportionnées à la gravité de ces infractions.

Article 8

1. Tout Etat partie prend les mesures éventuellement nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 7 dans les cas ci-après :

a) Lorsque l'infraction est commise sur le territoire dudit Etat ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit Etat:

b) Lorsque l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant dudit Etat.

2. Tout Etat partie prend également les mesures éventuellement nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaitre desdites infractions lorsque l' auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et que ledit Etat ne l'extrad pas conformément à l'article 11 dans l'un quelconque des Etats mentionnés au paragraphe 1.

3. La présente Convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

4. Outre les Etats parties mentionnés aux paragraphes 1 et 2, tout Etat partie peut, conformément au droit international, établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 7, lorsqu'il participe à un transport nucléaire international en tant qu'Etat exportateur ou importateur de matières nucléaires.

Article 9

S'il estime que les circonstances le justifient, l'Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction recourt, conformément à sa législation nationale, aux mesures appropriées, y compris à la détention, pour assurer la présence dudit auteur présumé aux fins de poursuites judiciaires ou d'extradition. Les mesures prises aux termes du présent article sont notifiées sans délai aux Etats tenus d'établir leur compétence conformément aux dispositions de l'article 8 et, si besoin est, à tous les autres Etats concernés.

Article 10

L'Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et sans retard injustifié, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, selon une procédure conforme à la législation dudit Etat.

Article 11

1. Les infractions visées à l'article 7 sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition en vigueur entre des Etats parties. Les Etats parties s'engagent à inclure ces infractions parmi les cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition pour ce qui concerne les infractions susvisées. L'extradition est soumise aux autres conditions prévues par la législation de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent lesdites infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre parties, chacune de ces infractions est considérée, aux fins de l'extradition, comme ayant été commise tant au lieu de sa perpétration que sur le territoire des Etats parties tenus d'établir leur compétence conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 8.

Article 12

Toute personne contre laquelle une procédure est engagée en raison de l'une des infractions prévues à l'article 7 bénéficie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure.

Article 13

1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions prévues à l'article 7, y compris en ce qui concerne la communication d'élements de preuves dont ils disposent et qui sont nécessaires aux poursuites. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'Etat requis.

2. Les dispositions du paragraphe 1 n'affectent pas les obligations découlant de tout autre traité, bilatéral ou multilatéral, qui régit ou régira tout ou partie de l'entraide judiciaire en matière pénale.

Article 14

1. Chaque Etat partie informe le dépositaire des lois et règlements qui donnent effet à la présente Convention. Le dépositaire communique périodiquement ces renseignement à tous les Etats parties.

2. L'Etat partie sur le territoire duquel l'auteur présumé d'une infraction est poursuivi communique, dans la mesure du possible, en premier lieu le résultat de la procédure aux Etats directement intéressés. L'Etat partie communique par ailleurs le résultat de la procédure au dépositaire qui en informe tous les Etats.

3. Lorsqu' une infraction concerne des matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques en cours d'utilisation, de stockage ou de transport sur le territoire national et que, tant l'auteur présumé de l'infraction que les matières nucléaires demeurent sur le territoire de l'Etat partie où l'infraction a été commise, rien dans la présente Convention ne sera interprété comme impliquant pour cet Etat partie de fournir des informations sur les procédures pénales relatives à cette infraction.

Article 15

Les annexes à la présente Convention font partie intégrante de ladite Convention.

Article 16

1. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le dépositaire convoquera une conférence des Etats parties, afin d'examiner l'application de la Convention et de procéder à son évaluation en ce qui concerne le préambule, la totalité du dispositif et les annexes compte tenu de la situation existant alors.

2. Par la suite, à des intervalles de cinq ans au moins, la majorité des Etats parties peut obtenir la convocation de conférences ultérieures ayant le même objectif, en soumettant au dépositaire une proposition à cet effet.

Article 17

1. En cas de différent entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la Convention, lesdits Etats parties se consultent en vue de régler le différend par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de règlement des différends acceptable par toutes les parties au différend.

2. Tout différend de cette nature qui ne peut être réglé de la manière prescrite au paragraphe 1 est, à la demande de toute partie à ce différend, soumis à arbitrage ou renvoyé à la Cour internationale de Justice pour décision. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties au différend ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, une partie peut demander au Président de la Cour internationale de Justice ou au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un ou plusieurs arbitres. En cas de conflit entre les demandes des parties au différend, la demande adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies prévaut.

3. Tout Etat partie, au moment où il signe la présente Convention, la ratifie, l'accepte ou l'approuve, ou y adhère, peut déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'une ou l'autre ou les deux procédures de règlement des différends énoncées au paragraphe 2 du présent article. Les autres Etats parties ne sont pas liés par une procédure de règlement des différends prévue au paragraphe 2 à l'égard d'un Etat partie qui a formulé une réserve au sujet de cette procédure.

4. Tout Etat partie qui a formulé une réserve, conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, peut à tout moment lever cette réserve par voie de notification adressée au dépositaire.

Article 18

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats au Siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne, et au Siège del'Organisation des Nations Unies, à New York, à partir du 3 mars 1980 jusqu'à son entrée en vigueur.

2. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats signataires.

3. Après son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

4. a) La présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion d'organisations internationales et d'organisations régionales ayant un caractère d'intégration ou un autre caractère, à condition que chacune desdites organisations soit constitutée par des Etats souverains et ait compétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux portant sur des domaines couverts par la présente Convention.

b) Dans les domaines de leur compétence, ces organisations, en leur nom propre, exercent les droits et assument les responsabilités que la présente Convention attribue aux Etats parties.

c) En devenant partie à la présente Convention, une telle organisation communique au dépositaire une déclaration indiquant quels sont ses Etats membres et quels articles de la présente Convention ne lui sont pas applicables.

d) Une telle organisation ne dispose pas de voix propre en plus de celles de ses Etats membres.

5. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont deports aupsès du dépositaire.

Article 19

1. La présente Convention entre en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt, auprès du dépositaire, du vingt et unième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Pour chacun des Etats qui ratifient la Convention l'acceptent, l'approuvent ou y adhèrent après le dépôt du vingt et unième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, la Convention entre en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 20

1. Sans préjudice de l'article 16, un Etat partie peut proposer des amendements à la présente Convention. L'amendement proposé est soumis au dépositaire qui le communique immédiatement à tous les Etats parties. Si la majorité des Etats parties demande au dépositaire de réunir une conférence pour étudier les amendements proposés, le dépositaire invite tous les Etats parties à assister à une telle conférence, qui s'ouvrura 30 jours au moins après l'envoi des invitations. Tout amendement adopté à la conférence par une majorité des deux tiers de tous les Etats parties est communiqué sans retard par le dépositaire à tous les Etats parties.

2. L'amendement entre en vigueur pour chaque Etat partie qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement le trentième jour après la date à laquelle les deux tiers des Etats parties ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du dépositaire. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour tout autre Etat partie le jour auquel cet Etat partie dépose son instrument de ratification; d'acceptation ou d'approbation de l'amendement.

Article 21

1. Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par notification écrite au dépositaire.

2. La dénonciation prend effet cent quatre-vingts jours après la date à laquelle le dépositaire reçoit la notification.

Article 22

Le dépositaire notifie sans retard à tous les Etats :

a) Chaque signature de la présente Convention;

b) Chaque dépòt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation on d'adhésion;

c) Toute formulation ou tout retrait d'une réserve conformément à l'article 17;

d) Toute communication faite par une organisation conformément au paragraphe 4 c) de l'article 18;

e) L'entrée en vigueur de la présente Convention;

f) L'entrée en vigueur de tout amendement à la présente Convention;

g) Toute dénonciation faite en vertu de l'article 21.

Article 23

L'origine de la présente Convention dont les versions arabe, chinoise, anglaise, espagnole; française et russe font également foi sera déposé auprés du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui en fera parvenir des copies certifiées à tous les Etats.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à Vienne et à New York le 3 mars 1980.

ANNEXE I

Niveaux de protection physique applicables aux transports internationaux de matières nucléaires, tels qu'ils sont définis à l'annexe II

1. Au cours de l'entreposage à l'occasion du transport nucléaire international, les niveaux de protection physique ci-après doivent être appliqués :

a) Les matières de la catégorie III sont entreposées dans une zone d'accès contrôlé;

b) Les matières de la catégorie II sont entreposées dans une zone constamment surveillée par des gardes ou des dispositifs électroniques, entourée d'une barrière matérielle comportant un nombre limité de points d'entrée soumis à un contrôle approprié, ou dans toute zone munie d'une protection physique d'un degré équivalent;

c) Les matières de la catégorie I sont entreposées dans une zone protégée de la manière définie ci-dessus en ce qui concerne la categorie II mais dont l'accès n'est en outre permis qu'aux personnes reconnues dignes de confiance, et placée sous la surveillance de gardes qui sont en liaison étroite avec des forces d'intervention appropriées. Les mesures particulières prévues dans ce contexte ont pour objet de détecter et de prévenir toute attaque, tout accès non autorisé ou tout retrait de matières non autorisé.

3. Les niveaux ci-après s'appliquent aux transports nucléaires internationaux :

a) Pour les matières des catégories II et III, le transport s'effectue avec des précautions particulières comportant notamment la conclusion d'arrangements préalables entre l'expéditeur, le destinataire et le transporteur, et d'un accord préalable entre les personnes physiques ou morales relevant de la juridiction et de la réglementation des Etats exportateur et importateur, qui précise le moment, le lieu et les modalités du transfert de la responsabilité du transport;

b) Pour les matières de la catégorie I, le transport s'effectue avec les précautions particulières énoncées plus haut pour le transport des matières des catégories II et III, et, en outre, sous la surveillance constante d'une escorte et dans des conditions assurant une liaison étroite avec des forces d'intervention appropiées;

c) Pour l'uranium naturel se présentant autreme-

que sous forme de minerais ou de résidus de minerais, la protection pour le transport de quantités dépassant 500 kg d'uranium comporte la notification préalable de l'expédition spécifiant le mode de transport, l'heure d'arrivée prévue et la confirmation que les matières ont bien été reçues.

ANNEXE II

TABLEAU : CATEGORISATION DES MATIERES NUCLEAIRES

Matière		Catégorie		
		I	II	III(c)
1. Plutonium (a)	Non irradié (b)	2 kg ou plus	Moins de 2 kg mais plus de 500 g	500 g ou moins mais plus de 15 g
2. Uranium 235	Non irradié (b)			
	- uranium enrichi à 20 % ou plus en 235 U	5 kg ou plus	Moins de 5 kg mais plus de 1 kg	1 kg ou moins mais plus de 15 g
	- uranium enrichi à 10 % ou plus, mais à moins de 20 % en 235 U	»	10 kg ou plus	Moins de 10 kg mais plus de 1 kg
	- uranium enrichi à moins de 10 % en 235 U	»	»	10 kg ou plus
3. Uranium 233	Non irradié (b)	2 kg ou plus	Moins de 2 kg mais plus de 500 g	500 g ou moins mais plus de 15 g
4. Combustible irradié			Uranium appauvri ou naturel, thorium ou combustible faiblement enrichi (moins de 10 % de teneur en matières fissiles) d) e)	

(a) Tout le plutonium sauf s'il a une concentration isotopique dépassant 80 % en plutonium 238.

(b) Matières non irradiées dans un réacteur ou matières irradiées dans un réacteur donnant un niveau de rayonnement égal ou inférieur à 100 rads/h à 1 mètre de distance sans écran.

(c) Les quantités qui n'entrent pas dans la catégotie III ainsi que l'uranium naturel devraient être protégés conformément à des pratiques de gestion prudente.

(d) Ce niveau de protection est recommandé, mais il est loisible aux Etats d'attribuer une catégorie de protection physique différente après évaluation des circonstances particulières.

(e) Les autres combustibles qui en vertu de leur teneur originelle en matières fissiles sont classés dans la catégorie I ou dans la catégorie II avant irradiation peuvent entrer sans la catégorie directement inférieure si le niveau de rayonnement du combustible dépasse 100 rads/h à 1 mètre de distance sans écran.

Επίσημη μετάφραση Φ09318/1048

ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗ ΦΥΣΙΚΗ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΟΥ ΠΥΡΗΝΙΚΟΥ ΥΛΙΚΟΥ

ΤΑ ΚΡΑΤΗ ΜΕΡΗ ΤΗΣ ΠΑΡΟΥΣΑΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ το δικαίωμα όλων των Κρατών για την ανάπτυξη των εφαρμογών της πυρηνικής ενέργειας για ειρηνικούς σκοπούς και το νόμιμο συμφέρον τους για τα πλεονεκτήματα τα οποία μπορούν να προκύψουν από αυτές,

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ για την αναγκαιότητα να διευκολυνθεί η διεθνής συνεργασία για τις ειρηνικές εφαρμογές της πυρηνικής ενέργειας,

ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ ν' αποτρέψουν τους κινδύνους οι οποίοι θα μπορούσαν να προκύψουν από την παράνομη αφαίρεση και την παράνομη χρήση πυρηνικού υλικού,

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ ότι οι παραβάσεις σχετικά με το πυρηνικό υλικό αποτελούν αντικείμενο σοβαρής ανησυχίας και ότι επείγει να ληφθούν κατάλληλα και αποτελεσματικά μέτρα ώστε να εξασφαλιστεί η πρόληψη, η ανακάλυψη και η επιβολή ποινών για τα αδικήματα αυτά,

ΣΥΝΕΙΔΗΤΟΠΟΙΩΝΤΑΣ την ανάγκη διεθνούς συνεργασίας ώστε να ληφθούν, σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία του κάθε Κράτους μέρους και με την παρούσα Σύμβαση, αποτελεσματικά μέτρα για να εξασφαλιστεί η φυσική προστασία του πυρηνικού υλικού,

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ ότι η παρούσα Σύμβαση θα έπρεπε να διευκολύνει τη μεταφορά πυρηνικού υλικού με κάθε ασφάλεια,

ΥΠΟΓΡΑΜΜΙΖΟΝΤΑΣ επίσης τη σημασία που παρουσιάζει η φυσική προστασία του πυρηνικού υλικού κατά τη

διάρκεια χρησιμοποιήσεως, εναποθηκεύσεως, και μεταφοράς στο εθνικό έδαφος,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ τη σημασία να εξασφαλιστεί μία αποτελεσματική προστασία του πυρηνικού υλικού που χρησιμοποιείται για στρατιωτικούς σκοπούς και δεδομένου ότι το εν λόγω υλικό αποτελεί και θα συνεχίσει ν' αποτελεί το αντικείμενο μιας αυστηρής φυσικής προστασίας,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ τα ακόλουθα :

Άρθρο πρώτο.

Για τους σκοπούς της παρούσας Συμβάσεως :

α) «πυρηνικό υλικό» σημαίνει το πλουτόνιο με εξαίρεση το πλουτόνιο του οποίου η ισοτοπική συμπύκνωση σε πλουτόνιο 238 υπερβαίνει τα 80%, το ουράνιο 233, το εμπλουτισμένο ουράνιο σε ουράνιο 235 ή 233, το ουράνιο που περιέχει το μίγμα ισοτόπων το οποίο βρίσκεται στη φύση με άλλη μορφή από τη μορφή του ορυκτού ή υπολειμμάτων ορυκτού και κάθε ύλη η οποία περιέχει ένα ή πολλά από τα παραπάνω στοιχεία ή ισότοπα·

β) «εμπλουτισμένο ουράνιο σε ουράνιο 235 ή 233», σημαίνει το ουράνιο το οποίο περιέχει είτε ουράνιο 235 είτε ουράνιο 233 είτε αυτά τα δύο ισότοπα, σε ποσότητα τέτοια ώστε η αναλογία μεταξύ του αθροίσματος αυτών των δύο ισοτόπων και του ισοτόπου 238 να είναι ανώτερη από την αναλογία μεταξύ του ισοτόπου 235 και του ισοτόπου 238 στο φυσικό ουράνιο·

γ) «διεθνής μεταφορά πυρηνικού υλικού», σημαίνει τη μεταφορά πυρηνικού υλικού που πληροί ορισμένους όρους εν όψει μιας αποστολής με κάθε μεταφορικό μέσο όταν η αποστολή αυτή πρέπει να περάσει τα σύνορα του εδάφους του Κράτους προελεύσεώς της, από την αναχώρησή της από μια εγκατάσταση του αποστολέα στο Κράτος αυτό και μέχρι την άφιξή της σε μια εγκατάσταση του παραλήπτη στο έδαφος του Κράτους τελικού προορισμού.

Άρθρο 2.

1. Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται στο πυρηνικό υλικό, το οποίο χρησιμοποιείται για ειρηνικούς σκοπούς, κατά τη διάρκεια διεθνούς μεταφοράς.

2. Εκτός από τα άρθρα 3,4 και την παράγραφο 3 του άρθρου 5, η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται επίσης στο πυρηνικό υλικό, το οποίο χρησιμοποιείται για ειρηνικούς σκοπούς, κατά τη διάρκεια χρησιμοποιήσεως, εναποθηκεύσεως και μεταφοράς στο εθνικό έδαφος.

Ανεξάρτητα από τις υποχρεώσεις τις οποίες ρητά έχουν αναλάβει τα Κράτη μέρη στα άρθρα που αναφέρονται στην παράγραφο 2 σ' ό,τι αφορά στο πυρηνικό υλικό, που χρησιμοποιείται για ειρηνικούς σκοπούς, κατά τη διάρκεια χρησιμοποιήσεως, εναποθηκεύσεως και μεταφοράς στο εθνικό έδαφος, τίποτα στην παρούσα Σύμβαση δεν πρέπει να ερμηνευθεί ότι περιορίζει τα κυριαρχικά δικαιώματα ενός Κράτους σχετικά με τη χρησιμοποίηση, την εναποθήκευση και τη μεταφορά του εν λόγω πυρηνικού υλικού στο εθνικό έδαφος.

Άρθρο 3.

Κάθε Κράτος μέρος λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα σύμφωνα με την εθνική του νομοθεσία και το διεθνές δίκαιο ώστε, κατά το μέτρο του δυνατού, κατά τη διάρκεια μιας διεθνούς μεταφοράς πυρηνικού υλικού, το πυρηνικό υλικό που βρίσκεται στο έδαφός του ή σε πλοίο ή σε αεροσκάφος υπαγόμενο στην αρμοδιότητά του, εφόσον το εν λόγω πλοίο ή αεροπλάνο συμμετέχει στη μεταφορά με προορισμό το εν λόγω Κράτος ή με προέλευση από το εν λόγω Κράτος, να προστατεύεται σύμφωνα με τα μέτρα που αναφέρονται στο παράρτημα Ι.

Άρθρο 4.

1. Κάθε Κράτος μέρος δεν εξάγει πυρηνικό υλικό ή δεν επιτρέπει την εξαγωγή του παρά μόνο εάν λάβει τη διαβεβαίωση ότι το εν λόγω υλικό θα προστατεύεται κατά τη διεθνή μεταφορά πυρηνικού υλικού, σύμφωνα με τα μέτρα τα οποία αναφέρονται στο παράρτημα Ι.

2. Κάθε Κράτος μέρος δεν εισάγει πυρηνικό υλικό ή δεν επιτρέπει την εισαγωγή του όταν προέρχεται από ένα Κράτος το οποίο δεν είναι μέρος της παρούσας Συμβάσεως παρά μόνο εάν λάβει τη διαβεβαίωση ότι το εν λόγω υλικό θα προστατεύεται κατά τη διεθνή μεταφορά, σύμφωνα με τα μέτρα τα οποία αναφέρονται στο παράρτημα Ι.

3. Ένα Κράτος μέρος δεν επιτρέπει τη διαμετακόμιση (τράνζιτο) πυρηνικού υλικού από το έδαφός του, μεταξύ Κρατών τα οποία δεν είναι μέρη της παρούσας Συμβάσεως, μέσω χερσαίων ή πλωτών οδών ή σε αεροσκάφη του ή σε θαλάσσιους λιμένες του, παρά μόνον εάν στο μέτρο του δυνατού, έχει λάβει τη διαβεβαίωση ότι το εν λόγω πυρηνικό υλικό θα προστατεύεται κατά τη διάρκεια της διεθνούς μεταφοράς, σύμφωνα με τα μέτρα τα οποία αναφέρονται στο παράρτημα Ι.

4. Κάθε Κράτος μέρος εφαρμόζει σύμφωνα με την εθνική του νομοθεσία τα μέτρα φυσικής προστασίας τα οποία αναφέρονται στο παράρτημα Ι στο πυρηνικό υλικό το οποίο μεταφέρεται από ένα μέρος του εν λόγω Κράτους σε ένα άλλο μέρος του ίδιου Κράτους μέσω των διεθνών υδάτων ή του διεθνούς εναέριου χώρου.

5. Το Κράτος μέρος το οποίο είναι υποχρεωμένο να λάβει τη διαβεβαίωση ότι το πυρηνικό υλικό θα προστατεύεται σύμφωνα με τα μέτρα τα οποία αναφέρονται στο παράρτημα Ι σύμφωνα με τις παραπάνω παραγράφους 1 έως 3 προσδιορίζει και ειδοποιεί εκ των προτέρων τα Κράτη από τα οποία το εν λόγω υλικό θα περάσει μέσω των χερσαίων ή πλωτών οδών και τα Κράτη εκείνα στα αεροδρόμια ή τους θαλάσσιους λιμένες των οποίων προβλέπεται να γίνουν σταθμοί.

6. Η ευθύνη για την εξασφάλιση της διαβεβαιώσεως, η οποία αναφέρεται στην παράγραφο 1, μπορεί να μεταβιβαστεί με κοινή συναίνεση στο Κράτος μέρος το οποίο συμμετέχει στη μεταφορά ως Κράτος εισαγωγέας.

7. Τίποτα στο παρόν άρθρο δεν πρέπει να ερμηνευθεί ότι επηρεάζει με οποιονδήποτε τρόπο την εδαφική κυριαρχία και την εδαφική δικαιοδοσία ενός Κράτους, κυρίως στον εναέριο χώρο και τα χωρικά ύδατα του εν λόγω Κράτους.

Άρθρο 5.

1. Τα Κράτη μέρη υποδεικνύουν και πληροφορούν το ένα το άλλο αμοιβαία, αμέσως ή με τη μεσολάβηση του διεθνούς Οργανισμού ατομικής ενέργειας, ποιες είναι οι κεντρικές τους υπηρεσίες και αρμόδιες υπηρεσίες οι οποίες είναι επιφορτισμένες να εξασφαλίσουν τη φυσική προστασία του πυρηνικού υλικού και να συντονίσουν τις επιχειρήσεις ανακτήσεως και επεμβάσεως σε περίπτωση παράνομης αφαιρέσεως, παράνομης χρήσεως ή νοθεύσεως πυρηνικού υλικού ή σε περίπτωση πιθανού κινδύνου διαπράξεως των προηγούμενων πράξεων.

2. Σε περίπτωση κλοπής, διακεκριμένης κλοπής ή κάθε άλλης παράνομης αποκτήσεως πυρηνικού υλικού ή σε περίπτωση πιθανού κινδύνου διαπράξεως μιας τέτοιας πράξεως, τα Κράτη μέρη παρέχουν κάθε συνεργασία και αρωγή σε κάθε Κράτος που υποβάλλει αυτή την αίτηση, κατά το μέτρο του δυνατού, σύμφωνα με την εθνική τους νομοθεσία για την ανάκτηση και την προστασία του εν λόγω υλικού.

Ειδικά :

α) Ένα Κράτος μέρος λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα για να πληροφορήσει, το ταχύτερο δυνατό, τα άλλα Κράτη τα οποία κατά τη γνώμη του ενδιαφέρονται για κάθε κλοπή, διακεκριμένη κλοπή ή άλλη παράνομη απόκτηση πυρηνικού υλικού ή για κάθε πιθανό κίνδυνο διαπράξεως μιας

τέτοιας πράξεως και για να πληροφορήσει, όταν κριθεί απαραίτητο, τους διεθνείς οργανισμούς.

β) Εφόσον υπάρχει ανάγκη, τα ενδιαφερόμενα Κράτη μέρη ανταλλάσσουν πληροφορίες μεταξύ τους ή με διεθνείς οργανισμούς ώστε να προστατεύσουν το πυρηνικό υλικό το οποίο κινδυνεύει, να ελέγχουν την ακεραιότητα των εμπορευματοκιβωτίων αποστολής ή ώστε να επανακτούν το πυρηνικό υλικό το οποίο αφαιρέθηκε παράνομα και

I) συντονίζουν τις προσπάθειές τους δια της διπλωματικής οδού και με άλλα μέσα τα οποία προβλέπονται από κοινού,

II) παρέχουν βοήθεια μεταξύ τους εάν διατυπωθεί τέτοιο αίτημα,

III) εξασφαλίζουν την απόδοση του πυρηνικού υλικού το οποίο έχει κλαπεί ή λείπει μετά τα γεγονότα που αναφέρονται παραπάνω.

Τα ενδιαφερόμενα Κράτη μέρη αποφασίζουν τους συγκεκριμένους όρους αυτής της συνεργασίας.

3. Τα Κράτη μέρη συνεργάζονται και ανταλλάσσουν απόψεις εφόσον υπάρχει ανάγκη, άμεσα ή με τη μεσολάβηση διεθνών οργανισμών, ώστε να χαράξουν κατευθυντήριες γραμμές σχετικά με το σχεδιασμό, τη διατήρηση και τη βελτίωση των συστημάτων φυσικής προστασίας του πυρηνικού υλικού κατά τη διάρκεια διεθνούς μεταφοράς.

Άρθρο 6.

1. Τα Κράτη μέρη λαμβάνουν τα κατάλληλα μέτρα τα οποία είναι εναρμονισμένα με την εθνική τους νομοθεσία για να προστατεύσουν τον εμπιστευτικό χαρακτήρα κάθε πληροφορίας που λαμβάνουν εμπιστευτικά, δυνάμει των διατάξεων αυτής της Συμβάσεως, από ένα άλλο Κράτος μέρος ή με την ευκαιρία της συμμετοχής τους σε μια δραστηριότητα η οποία εκτελείται σε εφαρμογή αυτής της Συμβάσεως. Όταν Κράτη μέρη ανακοινώνουν εμπιστευτικά πληροφορίες σε διεθνείς οργανισμούς, λαμβάνονται μέτρα για να εξασφαλιστεί η προστασία του εμπιστευτικού χαρακτήρα των πληροφοριών αυτών.

2. Δυνάμει της παρούσας Συμβάσεως, τα Κράτη μέρη δεν είναι υποχρεωμένα να παρέχουν πληροφορίες τις οποίες η εθνική τους νομοθεσία δεν επιτρέπει να ανακοινώνονται ή οι οποίες θα έθεταν σε κίνδυνο την εθνική τους ασφάλεια ή τη φυσική προστασία του πυρηνικού υλικού.

Άρθρο 7.

1. Η εκ προθέσεως διάπραξη μιας από τις ακόλουθες πράξεις :

α) Η κλεπταποδοχή, η κατοχή, η χρήση, η εκχώρηση, η νόθευση, η εκποίηση ή διασκορπισμός πυρηνικού υλικού, χωρίς τη σχετική εξουσιοδότηση και όταν επιφέρουν ή μπορούν να επιφέρουν το θάνατο ή σοβαρές κακώσεις σε τρίτους ή σοβαρές ζημίες σε περιουσιακά στοιχεία

β) Η απλή κλοπή ή η διακεκριμένη κλοπή πυρηνικού υλικού

γ) Η υπεξαίρεση ή κάθε άλλη άνευ δικαιώματος ιδιοποίηση πυρηνικού υλικού

δ) Η αξίωση μεταβίβασης πυρηνικού υλικού με την απειλή, την προσφυγή στη βία ή με κάθε άλλη μορφή εκφοβισμού

ε) Η απειλή :

(I) χρήσεως πυρηνικού υλικού με σκοπό τη θανάτωση ή το σοβαρό τραυματισμό τρίτων ή την πρόκληση σοβαρών ζημιών στα περιουσιακά στοιχεία

(II) διαπράξεως ενός από τα αδικήματα που περιγράφονται στο εδάφιο β' ώστε να εξαναγκασθεί ένα φυσικό ή νομικό πρόσωπο, μια διεθνής οργάνωση ή ένα Κράτος σε πράξη ή παράλειψη

στ) Η απόπειρα διαπράξεως ενός από τα αδικήματα που περιγράφονται στα εδάφια α', β' ή γ'

ζ) Η συμμετοχή σε ένα από τα αδικήματα που περιγράφονται στα εδάφια α' έως στ' θεωρείται από κάθε Κράτος μέρος ως αξιόποινη πράξη δυνάμει του εθνικού του δικαίου.

2. Κάθε Κράτος μέρος εφαρμόζει στα αδικήματα που προβλέπονται στο παρόν άρθρο κατάλληλες ποινές, ανάλογες με τη σοβαρότητα των αδικημάτων αυτών.

Άρθρο 8.

1. Κάθε Κράτος μέρος λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για να στοιχειοθετήσει την αρμοδιότητά του ώστε να επιλαμβάνεται των αδικημάτων που αναφέρονται στο άρθρο 7 στις παρακάτω περιπτώσεις :

α) Όταν το αδίκημα διαπράττεται στο έδαφος του εν λόγω Κράτους ή πάνω σ' ένα πλοίο ή σε αεροσκάφος καταχωρισμένο στα μητρώα του εν λόγω Κράτους.

β) Όταν ο φερόμενος ως αυτουργός του αδικήματος είναι υπήκοος του εν λόγω Κράτους.

2. Κάθε Κράτος μέρος λαμβάνει επίσης τα αναγκαία μέτρα για να στοιχειοθετήσει την αρμοδιότητά του ώστε να επιλαμβάνεται των εν λόγω αδικημάτων όταν ο φερόμενος ως αυτουργός του αδικήματος βρίσκεται στο έδαφός του και το εν λόγω Κράτος δεν τον εκδίδει σύμφωνα με το άρθρο 11 σε οποιοδήποτε από τα Κράτη τα οποία αναφέρονται στην παράγραφο 1.

3. Η παρούσα Σύμβαση δεν αποκλείει καμία ποινική αρμοδιότητα η οποία ασκείται σύμφωνα με τους εθνικούς νόμους.

4. Εκτός από τα Κράτη μέρη τα οποία αναφέρονται στις παραγράφους 1 και 2, κάθε Κράτος μέρος μπορεί σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο, να στοιχειοθετήσει την αρμοδιότητά του ώστε να επιλαμβάνεται των αδικημάτων που αναφέρονται στο άρθρο 7, όταν συμμετέχει σε μια διεθνή μεταφορά πυρηνικού υλικού ως Κράτος εξαγωγέας ή εισαγωγέας πυρηνικού υλικού.

Άρθρο 9.

Εφόσον κρίνει ότι οι περιστάσεις το δικαιολογούν, το Κράτος μέρος, στο έδαφος του οποίου βρίσκεται ο φερόμενος ως αυτουργός του αδικήματος, προσφεύγει, σύμφωνα με την εθνική του νομοθεσία, στα κατάλληλα μέτρα, συμπεριλαμβανομένης της κρατήσεως, για να εξασφαλίσει την παρουσία του εν λόγω φερομένου ως αυτουργού ώστε να γίνει η ποινική δίωξη ή η έκδοση. Τα μέτρα τα οποία λαμβάνονται κατά τους όρους του παρόντος άρθρου κοινοποιούνται αμέσως στα Κράτη τα οποία είναι υποχρεωμένα να στοιχειοθετήσουν την αρμοδιότητά τους σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 8 και, εν ανάγκη, σε όλα τα άλλα ενδιαφερόμενα Κράτη.

Άρθρο 10.

Το Κράτος μέρος στο έδαφος του οποίου βρίσκεται ο φερόμενος ως αυτουργός του αδικήματος, εάν δεν τον εκδώσει, υποβάλλει την υπόθεση, χωρίς καμία εξαίρεση και χωρίς αδικαιολόγητη καθυστέρηση, στις αρμόδιες αρχές του για την άσκηση της ποινικής διώξεως, σύμφωνα με διαδικασία σύμφωνη προς τη νομοθεσία του εν λόγω Κράτους.

Άρθρο 11.

1. Τα αδικήματα τα οποία αναφέρονται στο άρθρο 7 περιλαμβάνονται αυτοδικαίως ως περιπτώσεις εκδόσεως σε κάθε συμφωνία εκδόσεως που βρίσκεται σε ισχύ μεταξύ Κρατών μερών. Τα Κράτη μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να περιλάβουν τα αδικήματα αυτά μεταξύ των περιπτώσεων εκδόσεως σε κάθε συμφωνία εκδόσεως η οποία πρόκειται να συνομολογηθεί μεταξύ τους.

2. Εάν σ' ένα Κράτος μέρος, το οποίο εξαρτά την έκδοση από την ύπαρξη μιας συμφωνίας, υποβληθεί μια αίτηση εκδόσεως από ένα άλλο Κράτος μέρος με το οποίο δεν δεσμεύεται από μια Συμφωνία εκδόσεως, το Κράτος αυτό

μπορεί να θεωρήσει ότι η παρούσα Σύμβαση αποτελεί τη νομική βάση της εκδόσεως όσον αφορά στα προαναφερόμενα αδικήματα. Η έκδοση υπόκειται στους άλλους προβλεπόμενους όρους από τη νομοθεσία του Κράτους προς το οποίο υποβάλλεται η αίτηση εκδόσεως.

3. Τα Κράτη μέρη, τα οποία δεν εξαρτούν την έκδοση από την ύπαρξη μιας Συμφωνίας αναγνωρίζουν τα εν λόγω αδικήματα ως περιπτώσεις εκδόσεως μεταξύ τους υπό τους όρους οι οποίοι προβλέπονται από το δίκαιο του Κράτους προς το οποίο υποβάλλεται η αίτηση εκδόσεως.

4. Μεταξύ Κρατών μερών, καθένα από τα αδικήματα αυτά θεωρείται προς το σκοπό της εκδόσεως, ότι έχει διαπραχθεί τόσο στον τόπο της τελέσεώς του όσο και στο έδαφος των Κρατών μερών τα οποία είναι υποχρεωμένα να στοιχειοθετήσουν την αρμοδιότητά τους σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1 του άρθρου 8.

Άρθρο 12.

Κάθε άτομο κατά του οποίου έχει αρχίσει μια διαδικασία για ένα από τα αδικήματα που προβλέπονται στο άρθρο 7 τυγχάνει μιας δίκαιης μεταχείρισης σε όλα τα στάδια της διαδικασίας.

Άρθρο 13.

1. Τα Κράτη μέρη παρέχουν μεταξύ τους την πιο ευρεία δυνατή δικαστική αλληλοβοήθεια σ' όλη την ποινική διαδικασία τη σχετική με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 7 αδικήματα, συμπεριλαμβανομένης και της κοινοποιήσεως αποδεικτικών στοιχείων τα οποία διαθέτουν και τα οποία είναι απαραίτητα για τις διώξεις. Σε όλες τις περιπτώσεις εφαρμοστέο δίκαιο είναι το δίκαιο του Κράτους προς το οποίο υποβάλλεται η αίτηση εκδόσεως.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 δεν επηρεάζουν τις υποχρεώσεις οι οποίες απορρέουν από κάθε άλλη Συμφωνία, διμερή ή πολυμερή, η οποία διέπει ή θα διέπει το σύνολο ή μέρος της δικαστικής αλληλοβοήθειας σε ποινικά θέματα.

Άρθρο 14.

1. Κάθε Κράτος μέρος πληροφορεί το θεματοφύλακα για τους νόμους και κανονισμούς που θέτουν σε ισχύ την παρούσα Σύμβαση. Ο θεματοφύλακας ανακοινώνει περιοδικά τις πληροφορίες αυτές σε όλα τα Κράτη μέρη.

2. Το Κράτος μέρος στο έδαφος του οποίου διώκεται ο φερόμενος ως αυτουργός ενός αδικήματος ανακοινώνει πρώτα, στο μέτρο του δυνατού, το αποτέλεσμα της διαδικασίας στα άμεσα ενδιαφερόμενα Κράτη. Το Κράτος μέρος ανακοινώνει εξ άλλου το αποτέλεσμα της διαδικασίας στο θεματοφύλακα ο οποίος πληροφορεί όλα τα Κράτη γι' αυτό το αποτέλεσμα.

3. Όταν ένα αδίκημα αφορά πυρηνικό υλικό το οποίο χρησιμοποιείται για ειρηνικούς σκοπούς κατά τη διάρκεια χρησιμοποιήσεως, εναποθηκεύσεως ή μεταφοράς στο εθνικό έδαφος και όταν τόσο ο φερόμενος ως αυτουργός του αδικήματος όσο και το πυρηνικό υλικό παραμένουν στο έδαφος του Κράτους μέρους όπου διαπράχθηκε το αδίκημα, τίποτα στην παρούσα Σύμβαση δε θα ερμηνευθεί ως προϋπόθεση υποχρεώσεως αυτού του Κράτους μέρους να παράσχει πληροφορίες για τις ποινικές διαδικασίες τις σχετικές με το αδίκημα αυτό.

Άρθρο 15.

Τα παραρτήματα της παρούσας Συμβάσεως αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της εν λόγω Συμβάσεως.

Άρθρο 16.

1. Πέντε χρόνια μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Συμβάσεως ο θεματοφύλακας θα συγκαλέσει διάσκεψη των Κρατών μερών ώστε να εξετάσουν την εφαρμογή της Συμβάσεως και να προβούν στην εκτίμησή της όσον αφορά στο προοίμιο, στο σύνολο των διατάξεων και στα παραρτήματα λαμβανομένης υπόψη της τότε υπάρχουσας καταστάσεως.

2. Στη συνέχεια, σε διαστήματα τουλάχιστον πέντε ετών, η πλειοψηφία των Κρατών μερών μπορεί να επιτύχει τη σύγκληση μεταγενέστερων διασκέψεων, οι οποίες θα έχουν τον ίδιο αντικειμενικό σκοπό, υποβάλλοντας στο θεματοφύλακα πρόταση προς το σκοπό αυτόν.

Άρθρο 17.

1. Σε περίπτωση διαφοράς μεταξύ δύο ή πολλών Κρατών μερών σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της Συμβάσεως, τα εν λόγω Κράτη μέρη συμβουλεύονται τα ένα το άλλο εν όψει του διακανονισμού της διαφοράς δια της οδού των διαπραγματεύσεων ή με κάθε άλλο ειρηνικό μέσο διακανονισμού των διαφορών, αποδεκτό από όλα τα μέρη τα οποία ενέχονται στη διαφορά.

2. Κάθε διαφορά αυτής της φύσεως, η οποία δεν μπορεί να διακανονισθεί με τον τρόπο ο οποίος ορίζεται στην παράγραφο 1, τη αιτήσει κάθε μέρους το οποίο ενέχεται στη διαφορά αυτή, υποβάλλεται στη διαιτησία ή παραπέμπεται στο Διεθνές Δικαστήριο για να εκδοθεί απόφαση. Εάν, εντός των έξι μηνών μετά την ημερομηνία της αιτήσεως διαιτησίας, τα μέρη τα οποία ενέχονται στη διαφορά δεν κατορθώσουν να συμφωνήσουν για την οργάνωση της διαιτησίας, ένα μέρος μπορεί να ζητήσει από τον Πρόεδρο του Διεθνούς Δικαστηρίου ή από το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών να υποδείξει έναν ή πολλούς διαιτητές. Σε περίπτωση συγκρούσεως μεταξύ των αιτήσεων των μερών τα οποία ενέχονται στη διαφορά, η αίτηση η οποία απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών έχει το προβάδισμα.

3. Κάθε Κράτος μέρος, τη στιγμή κατά την οποία υπογράφει την παρούσα Σύμβαση, την κυρώνει, την αποδέχεται ή την εγκρίνει ή προσχωρεί σ' αυτήν, μπορεί να δηλώσει ότι δε θεωρείται δεσμευμένο από τη μία ή την άλλη ή και τις δύο διαδικασίες διακανονισμού των διαφορών οι οποίες αναφέρονται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου. Τα άλλα Κράτη μέρη δε δεσμεύονται από μία διαδικασία διακανονισμού των διαφορών που προβλέπονται στην παράγραφο 2 έναντι ενός Κράτους μέρους το οποίο έχει διατυπώσει και υποβάλει μία επιφύλαξη ως προς τη διαδικασία αυτή.

4. Κάθε Κράτος μέρος το οποίο έχει διατυπώσει και υποβάλει μία επιφύλαξη, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου, μπορεί ανά πάσα στιγμή να άρει την επιφύλαξη αυτή δια της οδού κοινοποιήσεως απευθυνόμενης προς το θεματοφύλακα.

Άρθρο 18.

1. Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοικτή προς υπογραφή από όλα τα Κράτη στην Έδρα του Διεθνούς Οργανισμού Ατομικής Ενέργειας, στη Βιέννη και στην Έδρα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών, στην Νέα Υόρκη, από την 3η Μαρτίου 1980 μέχρι τη θέση της σε ισχύ.

2. Η παρούσα Σύμβαση υποβάλλεται στην επικύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση των Κρατών που την έχουν υπογράψει.

3. Αφού τεθεί σε ισχύ η παρούσα Σύμβαση, όλα τα Κράτη θα μπορούν να προσχωρήσουν σ' αυτήν.

4. α) Την παρούσα Σύμβαση μπορούν να υπογράψουν ή να προσχωρήσουν σ' αυτή διεθνείς οργανισμοί και περιφερειακοί οργανισμοί που στοχεύουν στην ένωση κρατών ή έχουν άλλο χαρακτήρα, υπό τον όρο καθένας από τους εν λόγω οργανισμούς να έχει συσταθεί από κυρίαρχα Κράτη και να έχει αρμοδιότητα να διαπραγματεύεται, να συνάπτει και να εφαρμόζει διεθνείς Συμφωνίες σχετικές με τομείς που καλύπτονται από την παρούσα Σύμβαση.

β) Στους τομείς της αρμοδιότητάς τους, οι οργανισμοί αυτοί εν ονόματί τους ασκούν τα δικαιώματα και αναλαμβάνουν τις ευθύνες που απορρέουν από την παρούσα Σύμβαση για τα Κράτη μέρη.

γ) Όταν γίνεται μέρος της παρούσας Συμβάσεως ένας τέτοιος οργανισμός κοινοποιεί στο θεματοφύλακα μια δή-

λωση που ορίζει ποια είναι τα Κράτη μέλη του και ποια άρθρα της παρούσας Συμβάσεως δεν είναι εφαρμόσιμα σ' αυτόν.

δ) Ένας τέτοιος οργανισμός δε διαθέτει δική του ψήφο επιπλέον των ψήφων των Κρατών μελών του.

5. Τα έγγραφα επικυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως κατατίθενται στο θεματοφύλακα.

Άρθρο 19.

1. Η παρούσα Σύμβαση τίθεται σε ισχύ την τριακοστή ημέρα μετά την ημερομηνία της καταθέσεως στο θεματοφύλακα του εικοστού πρώτου εγγράφου επικυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως.

2. Για καθένα από τα Κράτη τα οποία κυρώνουν τη Σύμβαση, την αποδέχονται, την εγκρίνουν ή προσχωρούν σ' αυτή μετά την κατάθεση του εικοστού πρώτου εγγράφου επικυρώσεως, αποδοχής η εγκρίσεως, η Σύμβαση τίθεται σε ισχύ την τριακοστή ημέρα μετά την κατάθεση από το Κράτος αυτό του εγγράφου επικυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως.

Άρθρο 20.

1. Υπό την επιφύλαξη του άρθρου 16, ένα Κράτος μέρος μπορεί να προτείνει τροποποίηση της παρούσας Συμβάσεως. Η προτεινόμενη τροποποίηση υποβάλλεται στο θεματοφύλακα ο οποίος τη διαβιβάζει αμέσως σε όλα τα Κράτη μέρη. Εάν η πλειοψηφία των Κρατών μερών ζητήσει από το θεματοφύλακα να συγκαλέσει διάσκεψη για να μελετηθούν οι προτεινόμενες τροποποιήσεις, ο θεματοφύλακας καλεί όλα τα Κράτη μέρη να παραστούν σε μια τέτοια διάσκεψη, η οποία θ' αρχίσει 30 ημέρες τουλάχιστο μετά την αποστολή των προσκλήσεων. Κάθε τροποποίηση η οποία υιοθετείται στη διάσκεψη από μία πλειοψηφία των δύο τρίτων όλων των Κρατών μερών ανακοινώνεται χωρίς καθυστέρηση από το θεματοφύλακα σε όλα τα Κράτη μέρη.

2. Η τροποποίηση τίθεται σε ισχύ για κάθε Κράτος μέρος το οποίο καταθέτει το έγγραφο επικυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως της τροποποίησης την τριακοστή ημέρα μετά την ημερομηνία κατά την οποία τα δύο τρίτα των Κρατών μερών κατέθεσαν τα έγγραφα επικυρώσεως, αποδοχής η εγκρίσεως στο θεματοφύλακα. Στη συνέχεια, η τροποποίηση τίθεται σε ισχύ για κάθε άλλο Κράτος μέρος την ημέρα κατά την οποία αυτό το Κράτος μέρος καταθέτει το έγγραφο επικυρώσεως, αποδοχής η εγκρίσεως της τροποποίησης.

Άρθρο 21.

1. Κάθε Κράτος μέρος μπορεί να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση με γραπτή κοινοποίηση στο θεματοφύλακα.

2. Η καταγγελία αρχίζει να ισχύει εκατόν ογδόντα ημέρες μετά την ημερομηνία κατά την οποία ο θεματοφύλακας λαμβάνει την κοινοποίηση.

Άρθρο 22.

Ο θεματοφύλακας κοινοποιεί χωρίς καθυστέρηση σε όλα τα Κράτη:

α) Κάθε υπογραφή της παρούσας Συμβάσεως·

β) Κάθε κατάθεση εγγράφου επικυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως η προσχωρήσεως·

γ) Κάθε υποβολή ή ανάκληση επιφυλάξεως σύμφωνα με το άρθρο 17·

δ) Κάθε ανακοίνωση η οποία γίνεται από έναν οργανισμό σύμφωνα με την παράγραφο 4γ του άρθρου 18·

ε) Τη θέση σε ισχύ της παρούσας Συμβάσεως·

στ) Τη θέση σε ισχύ κάθε τροποποίησης της παρούσας Συμβάσεως·

ζ) Κάθε καταγγελία η οποία γίνεται δυνάμει του άρθρου 21.

Άρθρο 23.

Το πρωτότυπο της παρούσας Συμβάσεως της οποίας οι μεταφράσεις στην αραβική, κινεζική, αγγλική, ισπανική, γαλλική και ρωσική έχουν την ίδια ισχύ θα κατατεθεί στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Οργανισμού Ατομικής Ενέργειας, ο οποίος θα αποστείλει επικυρωμένα αντίγραφά του προς όλα τα Κράτη.

Σε πίστωση των ανωτέρω οι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση, ανοιχτή προς υπογραφή στη Βιέννη και τη Νέα Υόρκη από την 3η Μαρτίου 1980.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι

Μέτρα φυσικής προστασίας εφαρμόσιμα στις διεθνείς μεταφορές πυρηνικού υλικού όπως αυτό προσδιορίζεται στο Παράρτημα ΙΙ.

1. Κατά την αποθήκευση, με την ευκαιρία μεταφοράς πυρηνικού υλικού τα ακόλουθα μέτρα φυσικής προστασίας πρέπει να εφαρμόζονται:

α) Το υλικό της κατηγορίας ΙΙΙ αποθηκεύεται σε μία ζώνη της οποίας η πρόσβαση ελέγχεται·

β) Το υλικό της κατηγορίας ΙΙ αποθηκεύεται σε μία ζώνη διαρκώς ελεγχόμενη από φύλακες ή ηλεκτρονικούς μηχανισμούς, περιστοιχισμένη από κατασκευασμένο φραγμό ο οποίος να περιλαμβάνει περιορισμένο αριθμό σημείων εισόδου υποκείμενα σε κατάλληλο έλεγχο ή σε κάθε ζώνη με αντίστοιχη φυσική προστασία·

γ) Το υλικό της κατηγορίας Ι αποθηκεύεται σε μια ζώνη προστατευόμενη με τον παραπάνω οριζόμενο τρόπο για την κατηγορία ΙΙ, στην οποία όμως η είσοδος επιτρέπεται μόνο σε άτομα αναγνωρισμένα ως άξια εμπιστοσύνης και η οποία βρίσκεται υπό την επιτήρηση φυλάκων που είναι σε στενή σύνδεση με κατάλληλες δυνάμεις επεμβάσεως. Τα ιδιαίτερα μέτρα που προβλέπονται σ' αυτό το πλαίσιο έχουν σκοπό να ανιχνεύσουν και να προλάβουν κάθε επίθεση, κάθε μη επιτρεπόμενη είσοδο η κάθε μη επιτρεπόμενη ανάληψη υλικού.

2. Τα ακόλουθα μέτρα εφαρμόζονται στις διεθνείς μεταφορές πυρηνικού υλικού:

α) Για το υλικό των κατηγοριών ΙΙ και ΙΙΙ, η μεταφορά πραγματοποιείται με ιδιαίτερες προφυλάξεις οι οποίες περιλαμβάνουν κυρίως τη συνομολόγηση προηγούμενων μέτρων διευθετήσεως μεταξύ του αποστολέα, του παραλήπτη και του μεταφορέα και τη συνομολόγηση προηγούμενης συμφωνίας μεταξύ των φυσικών ή νομικών προσώπων που υπάγονται στη δικαιοδοσία και στους κανονισμούς των Κρατών εξαγωγέων και εισαγωγέων η οποία προσδιορίζει το χρόνο, τον τόπο και τους όρους της μεταβιβάσεως της ευθύνης της μεταφοράς·

β) Για το υλικό της κατηγορίας Ι, η μεταφορά πραγματοποιείται με τις ιδιαίτερες προφυλάξεις που απαριθμούνται παραπάνω για τη μεταφορά του υλικού των κατηγοριών ΙΙ και ΙΙΙ και, επιπλέον, πραγματοποιείται από τη διαρκή επιτήρηση συνοδείας και υπό συνθήκες που εξασφαλίζουν στενή σύνδεση με κατάλληλες δυνάμεις επεμβάσεως.

γ) Για το φυσικό ουράνιο όταν αυτό δεν έχει τη μορφή ορυκτού ή υπολειμμάτων ορυκτού, η προστασία για τη μεταφορά ποσοτήτων που υπερβαίνουν τα 500 κιλά ουρανίου περιλαμβάνει την προηγούμενη κοινοποίηση της αποστολής, η οποία προσδιορίζει τον τρόπο μεταφοράς, την προβλεπόμενη ώρα αφίξεως και την επιβεβαίωση ότι οι ύλες έχουν όντως παραληφθεί.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ

ΠΙΝΑΚΑΣ: ΚΑΤΑΤΑΞΗ ΤΟΥ ΠΥΡΗΝΙΚΟΥ ΥΛΙΚΟΥ

Ύλη		Κατηγορία		
		I	II	III(γ)
1. Πλουτόνιο (α)	Μη ραδιενεργό (β)	2 κιλά ή περισσότερο	Λιγότερο των 2 κιλών αλλά περισσ. των 500 γραμ.	500 γραμ. ή λιγότερο αλλά περισσότερο των 15 γραμ.
2. Ουράνιο 235	Μη ραδιενεργό (β) -εμπλουτισμένο ουράνιο κατά 20% ή περισσ. σε 235 U	5 κιλά ή περισσότερο	Λιγότερο των 5 κιλ. αλλά περισσότερο του 1 κιλού.	1 κιλό ή λιγότερο αλλά περισσότερο των 15 γραμμ.
	-εμπλουτισμένο ουράνιο κατά 10% ή περισσότερο, αλλά λιγότερο από 20% σε 235 U		-10 κιλά ή περισσότερο	-Λιγότερο των 10 κιλών αλλά περισσότερο του 1 κιλού
	-εμπλουτισμένο ουράνιο κατά λιγότερο των 10% σε 235 U			10 κιλά ή περισσότερο
3. Ουράνιο 233	Μη ραδιενεργό (β)	2 κιλά ή περισσότερο	Λιγότερο των 2 κιλ. αλλά περισσότερο των 500 γραμ.	500 γραμ. ή λιγότερο, αλλά περισσότερο των 15 γραμ.
4. Ραδιενεργό καύσιμο			αποδυναμωμένο ή φυσικό ουράνιο, θόριο ή καύσιμο ελαφρώς εμπλουτισμένο (λιγότερο των 10% σε περιεκτικότητα σε ύλες που υπόκεινται σε σχάση) (δ) (ε)	

(α) Όλο το πλουτόνιο εκτός κι αν έχει ισοτοπική συμπύκνωση που υπερβαίνει τα 80% σε πλουτόνιο 238.

(β) Μη ραδιενεργό υλικό σε αντιδραστήρα ή ραδιενεργό υλικό σε αντιδραστήρα που δίνουν ακτινοβολία ίση ή μικρότερη από 100 RADS την ώρα, σε απόσταση 1 μέτρου χωρίς διάφραγμα.

(γ) Οι ποσότητες οι οποίες δεν υπάγονται στην κατηγορία III, καθώς και το φυσικό ουράνιο θα έπρεπε να προστατεύονται σύμφωνα με πρακτικές προσεκτικού χειρισμού.

(δ) Συνιστάται αυτό το μέτρο προστασίας, αλλά τα Κράτη έχουν τη δυνατότητα να κατατάξουν σε διαφορετική κατηγορία φυσικής προστασίας αφού εκτιμηθούν οι ιδιαίτερες συνθήκες.

(ε) Τα άλλα καύσιμα, τα οποία βάσει της αρχικής τους περιεκτικότητας σε ύλες που υπόκεινται σε σχάση κατατάσσονται στην κατηγορία I ή στην κατηγορία II προ της ακτινοβολίας, μπορούν να υπαχθούν στην αμέσως κατώτερη κατηγορία, εάν η ακτινοβολία του καύσιμου υπερβαίνει τα 100 RADS την ώρα σε απόσταση ενός μέτρου χωρίς διάφραγμα.

Άρθρο δεύτερο.

Ο νόμος αυτός αρχίζει να ισχύει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Κέρκυρα, 17 Ιουλίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ, ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ
ΜΑΡΚΟΣ ΝΑΤΣΙΝΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 18 Ιουλίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ